



Édito

De l'instrumentalisation de la guerre anti djihadiste

Boko Haram au Nigeria, les Shebab en Afrique de l'Est, Ansar dine au Nord du Mali, les djihadistes de tous bords, affiliés à Daesh ou Al Qaïda semblent prendre l'Afrique pour une terre promise.

Derrière ces groupes de centaines de combattants qui font vaciller les États, il faut savoir, à tête reposée, qui se cache et éviter surtout de croire que c'est le fait du hasard. Car ces groupes surarmés arrivent bien à se procurer des armes quelque part et les pays africains ne sont pas producteurs d'armes. De plus, la déstabilisation d'une Afrique qui flirte avec des taux de croissance élevés n'est pas sans servir les intérêts des impérialistes de tous bords. En effet, il arrive que le chaos organisé et permanent ne nuise pas du tout aux intérêts des multinationales, car même dans cette situation, le business continue et peut même être encore plus lucratif.

Les impérialistes et les djihadistes ont donc les mêmes objectifs, déstabiliser le maillon faible de la sécurité pour promouvoir leurs intérêts qui ne sont pas d'ailleurs que religieux pour ces derniers.

Il est donc temps que les Africains, au sein de l'Union Africaine prennent les choses en main et conduisent une véritable réflexion autour de la lutte antidjihadiste mais aussi de la lutte anti-impérialiste car les deux sont liées.

En signant les APE, les États africains signataires ne défendent pas les intérêts de leurs peuples mais ceux des multinationales européennes. Il est donc bien beau de crier aux loups djihadistes quand les loups capitalistes sont dans la bergerie depuis belle lurette.

Moulzo

S O M M A I R E

Édito

De l'instrumentalisation de la guerre anti
djihadiste

Brèves

RDC - Centrafrique
Gabon - Mauritanie

Nouvelles du Continent

Kenya : Djihadisme et sécurité
Tchad : Déby contre Boko Haram
Nigeria : nouvelle situation

Françafrique

Afrique de l'ouest : Stratégie du chaos
Mali : Les djihadistes toujours là !

Dossier APE

APE : De Tunis à Dakar, résister !
Interview de Guy Marius Sagna

Culture

Amzat Boukari-Yabara : Africa Unite
A lire - A voir

MAURITANIE : Victoire des mineurs



Les travailleurs de la Société nationale industrielle et minière de Mauritanie (SNIM), après une grève de deux mois -la plus longue de l'histoire du pays-, ont gagné sur leurs principales revendications.

- Ouverture de négociations salariales
- versement de trois mois de salaire
- Réintégration de 400 mineurs licenciés au début du conflit.

En effet les travailleurs ont demandé l'application de l'accord de mai 2014, à ce jour jamais appliqué.

Le combat des grévistes de la mine de fer de Zouérate a été rejoint par les travailleurs du port de Nouadhibou.

Notons le rôle particulièrement important des femmes de mineurs, très présentes dans les manifestations, qui n'ont eu de cesse d'organiser la solidarité

MADAGASCAR: Crise alimentaire

Le Kere désigne à Madagascar la pénurie alimentaire. Dans certaines régions, les plus démunis peuvent mourir de faim. Les responsables du Programme alimentaire mondial (PAM) restent très inquiets sur la situation du pays.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/madagascar/article/madagascar-80-des-enfants>

et voir aussi

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique->

[australe/madagascar/article/madagascar-par-honte-les-familles](http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/madagascar/article/madagascar-par-honte-les-familles)

RDC: La répression s'accroît



En arrêtant les militants sénégalais de « *y'en a marre* » et burkinabè du « *balai citoyen* », Kabila et son clan tente d'instaurer un climat de peur contre cette jeune génération qui se bat pour le respect de la démocratie dans leur pays. Ces jeunes qui s'organisent, notamment dans Lucha et Filimbi, sont en butte aux manœuvres du pouvoir qui n'hésite pas à les envoyer en prison.

Si les militants sénégalais et Burkinabé ont été libérés ce n'est malheureusement pas le cas pour la totalité des militants congolais qui continuent à croupir dans les geôles de Kabila.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/congo-kinshasa/article/rdc-retour-a-l-etat-policier-cinq>

SWAZILAND: Solidarité syndicale

Dans ce petit pays d'Afrique australe, aucune vie démocratique n'y est autorisée. Les richesses sont accaparées par le roi et sa famille. Quant aux syndicalistes ils sont systématiquement réprimés. La Confédération Syndicale Internationale a initiée une campagne de sensibilisation à travers le monde.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/swaziland/article/la-derniere-monarchie-absolue-du>

KENYA: Djihadisme et impasse sécuritaire

Près de 148 étudiants ont été assassinés par un commando d'islamistes radicaux, à l'université de Garissa, région frontalière avec la Somalie. Cet odieux attentat ne peut qu'aggraver la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Les corps de ces jeunes, alignés les uns à côté des autres, témoignent de l'horreur de cette attaque. Les djihadistes ont froidement exécuté ces étudiants chrétiens dans la partie de l'université où ils s'étaient réunis pour une prière.

L'opération a été revendiquée par les shebab qui sévissent en Somalie et fait suite à d'autres attaques, notamment à Nairobi la capitale, à Mombasa et Lamu principales villes touristiques, et dans la partie Est du pays frontalière avec la Somalie. De nombreux attentats sont régulièrement commis dans les marchés, les stations de bus ou les églises. A Mandera, les djihadistes ont attaqué un bus tuant uniquement les passagers non musulmans. On se souvient du terrible attentat dans le centre commercial Westgate où des habitants pris en otage avaient été exécutés.

Débordement du conflit somalien



Les shebab sont issus du gouvernement des tribunaux islamiques, gouvernement qui avait réussi à mettre fin à une guerre de plusieurs

décennies entre les seigneurs de guerre locaux en installant une sorte de république islamique. Si l'intervention de l'Éthiopie a mis fin à ce régime, elle a par contre ouvert une ère nouvelle de guerre civile entre la partie somalienne, soutenue par les Occidentaux, et les shebab qui représentent l'aile la plus radicale des islamistes. Ils ont intensifié leur action contre le Kenya en représailles à son intervention militaire d'octobre 2011 (*linda nchi* « protéger le pays », en swahili) en Somalie.

Leur but est de faire pression sur le gouvernement kényan afin qu'il retire ses troupes. Cet objectif est d'importance pour eux car ils perdent progressivement du terrain, aussi un retrait desserrerait-il l'étau militaire dans lequel ils sont enfermés et représenterait une victoire psychologique.

Maintenir la cohésion : un défi

Cette série d'attentats risque fort de nourrir une division religieuse entre les chrétiens, qui sont largement majoritaires au Kenya et la minorité musulmane. D'autant que des attaques ciblées contre des dignitaires musulmans radicaux, ou non, se produisent depuis quelques années.

Les autorités s'en tiennent à l'explication d'un règlement de compte entre factions rivales, mais il n'est pas sûr que les services de sécurité soient totalement étrangers à ces assassinats. Maintenir la cohésion de la population est un défi pour un pays qui a connu des conflits communautaires, exacerbés par des politiciens notamment lors de l'élection présidentielle de 2007 qui avait provoqué des milliers de victimes et la saisine de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité.

L'autre inquiétude est l'attitude des forces de police à l'encontre de la communauté somali. En effet, depuis les attentats de Westgate, celle-ci ne cesse de subir une politique discriminatoire. Le gouvernement a adopté une loi anti-terroriste qui, si ses articles les plus liberticides ont été retoqués par la Haute Cour, n'en demeure pas moins une épée de Damoclès pour les réfugiés somaliens. Ainsi, le délai de détention de 90 jours est passé à une année ; les réfugiés sont obligés de vivre

dans les camps.[1] Pour masquer l'incapacité des services de sécurité à prévenir les attentats, liée principalement à un fort degré de corruption, les autorités n'hésitent pas à désigner les immigrés somaliens, et plus généralement les musulmans, comme dangereux. Ainsi l'opération Usalama Watch, menée par les unités antiterroristes, a été l'occasion de nombreuses violations des droits humains. En effet, des cas de mauvais traitements, d'extorsions de fonds, d'expulsions vers la Somalie, de déplacements forcés dans les camps de réfugiés ont été constatés.

[1] <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/kenya/article/la-loi-kenyane-sur-la-securite>

Les mesures militaires ou sécuritaires ne peuvent être à elles seules une réponse. Au mieux, elles sont insuffisantes et au pire, et c'est souvent le cas, elles se retournent contre la population en radicalisant encore plus les djihadistes. Une réponse politique et économique, incluant les habitants, et qui satisferait à leurs besoins sociaux est la voie dans la lutte contre ces groupes islamistes radicaux.

Paul Martial

TCHAD : Lutte contre Boko Haram, une aubaine pour Deby

Depuis le conflit du nord Mali de 2013, où les troupes tchadiennes étaient intervenues aux côtés des forces françaises face aux mouvements djihadistes, le régime tchadien d'Idriss Deby, a réussi à se valoriser et est devenu indispensable dans la lutte contre le terrorisme au Sahel au sein de l'opinion publique africaine et internationale insouciant et peu regardant par sa gestion des affaires publiques au niveau national.

Impopulaire dans son pays depuis son arrivée au pouvoir, le 1^{er} décembre 1990, le Président tchadien Idriss Deby, règne sur le Tchad par une terreur et une répression sans égale face à une opposition neutralisée et décapitée, une société civile affaiblie, une presse sous contrôle grâce à la mise en place d'un régime policier et d'une armée violente acquise à sa cause qui étouffe tout moyen de recours de contestation pacifique.

Formé en 1986 dans une école de guerre en France, Idriss Deby bénéficie depuis lors, des précieux conseils de responsables des renseignements généraux et d'officiers français, pour garder son pouvoir. En 2012, pour les Tchadiens qui aspirent à un changement politique dans leur pays, l'arrivée de M. François HOLLANDE au pouvoir en France, avait suscité un réel espoir parce qu'il avait promis aux Africains, une rupture avec les vieilles pratiques de la nébuleuse francAfrique. Cette secte qui pille, endeuille et ensanglante le continent par des conflits armés et des guerres fratricides

motivés par des intérêts occultes au profit des dirigeants véreux et leurs soutiens extérieurs.

Terrorisme au Sahel et Boko-Haram, une aubaine pour Idriss Deby

Avec la menace terroriste qui pèse sur plusieurs pays africains, Idriss Deby dont le pouvoir reste contesté, a réussi à tirer son épingle du jeu grâce aux interventions de son armée constituée sur des bases claniques.



Idriss Déby et François Hollande

En 2013, l'occupation du nord Mali par des groupes djihadistes et devant la tergiversation des États africains d'envoyer leurs troupes à la rescousse de Bamako, le rôle du Tchad, est jugé indispensable car l'une intervention française, est taxée de néocolonialiste sur le continent par les partisans à la souveraineté. Le Président tchadien est encensé et sollicité ardemment. Plusieurs personnalités africaines comme M. [Cheikh Tidiane Gadio](#), ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal, ont été reçues dans la capitale tchadienne, mandatées pour négocier l'envoi d'une armée à la solde d'un

dictateur en quête de légitimité internationale.

La conséquence de cette intervention des troupes tchadiennes aux côtés des forces françaises, a soigné l'image d'un régime prédateur des libertés. Malgré son déficit démocratique, le pouvoir d'Idriss Deby est aujourd'hui, accepté par l'opinion internationale sans discernement en témoigne, son entrée comme membre au Conseil de sécurité de l'[ONU](#).

Après le Mali, le Président tchadien a subi un échec en Centrafrique où l'armée tchadienne a apporté un soutien militaire, politique et diplomatique au groupe rebelle de la Séléka qui a renversé en 2013 le pouvoir de François Bozizé. Le rôle du Tchad dans le conflit centrafricain, a été dénoncé par les acteurs politiques et associatifs locaux de ce pays puis relayé dans de rapports des organisations humanitaires internationales qui y travaillent.

Avec une stabilité relative à l'intérieur de son pays, Idriss Deby poursuit ses interventions militaires à l'extérieur. Le 16 janvier dernier, l'Assemblée nationale tchadienne, véritable chambre d'enregistrement, qui lui est acquise, a été mobilisée pour autoriser l'envoi des troupes tchadiennes au Nigeria. Sous prétexte que le Tchad dépend économiquement des marchandises en provenance du voisin nigérian, les députés tchadiens à majorités issus du parti au pouvoir, le Mouvement Patriotique du Salut (MPS), ont voté une loi en faveur de l'intervention de l'armée tchadienne pour lutter contre Boko-Haram.



Boko Haram, une armée de déstabilisation de l'Afrique?

Contrairement à l'argument économique souligné par les autorités tchadiennes, les marchandises en provenance du Nigeria ne transitent plus par

les zones contrôlées par Boko-Haram, mais par d'autres voies sécurisées qui passent par le Cameroun loin des théâtres des opérations.

Les députés tchadiens intimidés par la présence des diplomates

De passage à Paris, un député tchadien, membre de l'opposition, ayant requis l'anonymat, a déclaré que lors du vote de la loi, les diplomates étrangers et les représentants des institutions internationales accréditées au Tchad, ont été invités dans l'hémicycle pour suivre les débats. Leur présence a été perçue par les députés de l'opposition comme une violation manifeste de la souveraineté nationale. Ils ont estimé qu'il s'agit, d'une manœuvre du pouvoir pour intimider les réticents à l'intervention militaire du Tchad.

Si pour le Président tchadien Idriss Deby, l'envoi de ses troupes, est approuvé par l'Assemblée nationale, il faut toutefois, rappeler que des négociations directes ont eu lieu, entre lui et le Président camerounais Paul Biya. Le dirigeant tchadien a évoqué les difficultés financière auxquelles, est confronté le Tchad. Paul Biya, contraint a saigné le trésor public de son pays pour financer cette opération des militaires tchadiens payés aux frais du contribuable camerounais.

Pour de nombreux observateurs tchadiens, leur armée est aujourd'hui, utilisée par le Président Idriss Deby comme des mercenaires auxquels, certains États et les instances internationales recourent pour lutter contre le phénomène terroriste en occultant les réalités peu glorieuses du régime actuel qui responsable des persécutions intenses et des violations des droits humains à l'encontre de son peuple. Cette politique à géométrie variable des partenaires internationaux, a agacé tous les segments de la vie politique et associative tchadienne qui s'organise tant bien que mal dans le pays pour entendre leur voix.

Des manifestations interdites et réprimées dans un silence total

Au Tchad, les manifestations de l'opposition ou de la société civile, ne sont pas souvent autorisées par le pouvoir. Face à cette chape de plomb qui pèse sur le pays, étudiants, élèves et enseignants, ont tenté depuis janvier jusqu'à mars, d'exprimer leur mécontentement pour

dénoncer la cherté de vie, l'absence des libertés et réclamer plus de justice et d'équité dans la distribution des ressources du pays. Mais, force est de constater que les forces de l'ordre étant allergiques à ces manifestations pacifiques ont procédé à de nombreuses arrestations et violemment réprimés ces derniers dans plusieurs régions du pays. Une [vidéo](#) d'élèves et étudiants, arrêtés puis maltraités par les forces de l'ordre au Tchad, a provoqué l'indignation sur la toile.

Au niveau national, seules les associations locales de défense des droits humains, ont dénoncé ces violences à l'encontre des citoyens devant un silence intrigant des organisations internationales.

Allié incontournable de la France et de la communauté internationale dans la lutte contre

le terrorisme qui lui est favorable, Idriss Deby bénéficie d'une mansuétude. Les revendications légitimes du peuple tchadien à un État de droit, à la démocratie, au respect des libertés et des droits humains, ne semblent pas être les prioritaires des partenaires internationaux du Tchad.

Comment peut-on, dans ce contexte lourd de suspicion, organiser en 2016 au Tchad, des échéances électorales déjà controversées par la question de la biométrie, censée garantir une transparence électorale et empêcher la fraude, à laquelle, le pouvoir en place a habitué son peuple ?

Makaila NGUEBLA

<http://makaila.over-blog.com>

[9] <http://www.rfi.fr/afrique/20131006-mali-vade-mecum-droukdel-mali-aqmi-terrorisme-al-qaida-sanguinaire>



www.anticolonial.net

NIGERIA : Nouvelle situation

Le résultat des élections du Nigeria montre la volonté de la population d'un changement. Par son histoire et son programme politique, le nouvel élu a peu de chance d'y répondre favorablement.

Le soleil de plomb, de longues heures d'attente, les menaces de mort de Boko Haram n'ont pas entamé la détermination des Nigériens à voter. Si le processus électoral a connu de nombreux incidents techniques – des tentatives de fraudes, notamment du parti dirigeant le Peoples Democratic Party (PDP) – il a été considéré par tous comme sincère et fiable.

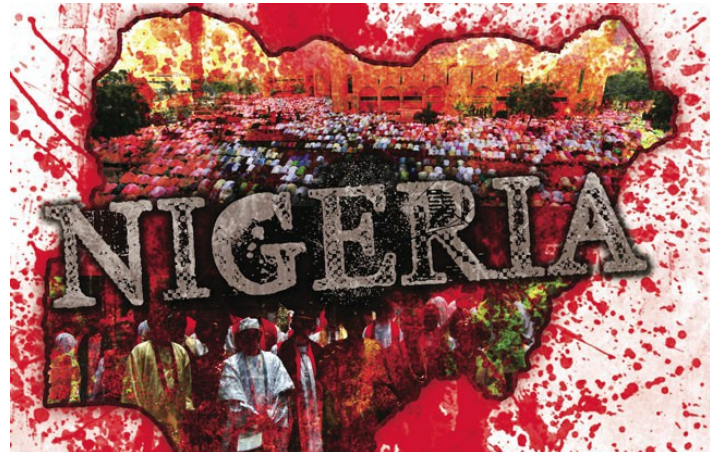
Le résultat est sans appel. Le candidat de l'opposition a recueilli près de 54 % des votes, soit une avance de plus de 2 millions de voix sur son rival le président sortant, le mal nommé Goodluck Jonathan.

Cette situation est historique à double titre. Elle inaugure une alternance démocratique en mettant fin au pouvoir du PDP depuis 1999, et illustre la quasi absence des violences hélas habituelles des campagnes électorales précédentes.

Des royalties sur l'essence et le gasoil

Indéniablement le sens de cette élection est le rejet du bilan de Goodluck. En effet, il est catastrophique notamment pour les classes populaires. Au niveau économique d'abord puisque les dix années de progression économique, à hauteur de plus de 6 %, n'ont nullement profité à la grande majorité de la population, mais à une petite clique de corrompus qui n'a eu de cesse de détourner à son profit l'argent de la rente pétrolière. Le Nigeria peut se targuer d'être le pays africain où il y a le plus de millionnaires. Il peut se targuer aussi d'avoir été un bon élève du FMI en acceptant les politiques et les oukases de l'organisation de Bretton Wood, surtout quand il s'agit de s'attaquer au niveau de vie de la population. C'est ainsi que le gouvernement avait tenté de supprimer les subventions à l'énergie

arguant que cela coûtait trop cher au budget de la nation. En effet, le Nigeria, un des plus grand pays producteur de pétrole, n'a quasiment aucune raffinerie et doit importer les produits raffinés. Une situation qui défie toute logique mais s'explique aisément : la clique au pouvoir touchait des royalties sur l'essence et le gazole importés et organisait des pénuries permettant d'augmenter les prix.



Sang et pétrole

40 % du budget national va à l'armée

Quant à la situation sécuritaire, elle a été aussi des plus préoccupantes pour le pays bien entendu mais aussi pour la région. Le recul de Boko Haram et la reconquête des villes prises par ses nervis n'ont été menés que par les troupes étrangères, notamment tchadiennes et auxiliairement nigériennes. Ainsi l'armée nigérienne qui dispose de 40 % du budget national, s'est trouvée incapable de contenir les avancées des islamistes. Déby le président du Tchad s'est d'ailleurs étonné publiquement de l'incapacité de l'armée nigérienne à combattre les militants de Boko Haram.

De nouveau la corruption est dénoncée. Les officiers supérieurs sont bien trop occupés à faire fructifier leur business provenant de l'argent détourné de l'armée que de mener la guerre contre les djihadistes. De plus l'armée n'a fait, à maintes occasions, qu'ajouter de la violence en terrorisant les habitants déjà victimes de la secte islamiste. Amnesty International estime que l'armée a fait autant de victimes que les

djihadistes.

La population s'est légitimement scandalisée lorsque Goodluck a exprimé son indignation contre l'attentat de *Charlie Hebdo* alors qu'il est resté silencieux pour l'attaque la plus meurtrière menée par les milices de Shekau dans la région de Baga qui a fait des centaines de victimes, certains comme Amnesty avançant le chiffre de 2000.

Buhari : une désillusion qui risque d'être rapide et profonde

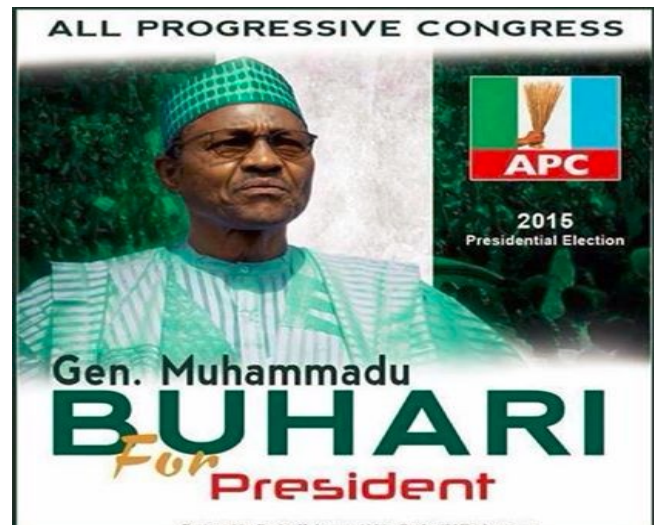
Paradoxalement, c'est le passé fort critiquable de Muhammadu Buhari qui a joué en sa faveur. Issu d'une famille nombreuse, il s'est engagé dans l'armée à l'âge de 19 ans et en a gravi tous les échelons. Il a bénéficié d'une formation en Grande-Bretagne. Mais son ascension est avant tout liée à sa participation au premier coup d'état en 1966 mené par Murtala Muhammed. Il s'empara du pouvoir en décembre 1983 à la suite d'un second coup d'état et mit fin à la république en instaurant une dictature.

Il réprima ainsi férocement le mouvement musulman intégriste de Maitatsine présenté comme le précurseur de Boko Haram, mais aussi les organisations de masse et démocratiques, sous le couvert de la loi « *War against indiscipline* ». Avec le « *Decree 4* », il étouffa la presse, le « *Decree 2* » lui permit d'enfermer sans jugement les personnes considérées comme des ennemis de l'état. C'est d'ailleurs ce qui arriva à Fela Kuti, le génial inventeur de la musique afro beat, et activiste des droits humains. Par contre, il ferma les yeux sur les fuites de capitaux de dignitaires.

Porté triomphalement à la tête de l'All Progressives Congress (APC), une coalition des trois principaux partis de l'opposition et d'une fraction du PDP, Buhari a joué largement de sa stature d'homme autoritaire capable de restaurer l'ordre. Il a mené sa campagne autour de trois thèmes, la lutte contre la corruption, l'éradication de Boko Haram et la résorption du chômage, fléau endémique dans ce pays.

Si dans le Nord, très majoritairement musulman, dont Buhari est originaire, il a bénéficié d'un fort

soutien populaire notamment chez les pauvres et les *talakawas*, les paysans sans terres, il a réussi à se faire accepter dans le Sud majoritairement chrétien.



Buhari, un militaire avant tout

La désillusion risque d'être rapide et profonde. En effet le mal profond dont souffre le Nigeria est avant tout une question de répartition des richesses, la misère qui sévit notamment dans le Nord étant un formidable terreau pour les mouvements islamistes. Si aujourd'hui Boko Haram est en train de perdre ses places fortes, c'est certes parce que l'armée tchadienne lui porte des coups décisifs mais c'est aussi, et on a envie de dire surtout, parce que cette organisation perd son assise de masse dans sa folie meurtrière, changeant progressivement de caractère en se transformant en une organisation violente et nihiliste à l'image de l'Armée du Seigneur (LRA) de Kony.

Le Nord du Nigeria a connu depuis des décennies des sectes islamistes plus ou moins violentes, plus ou moins rétrogrades. La répression et l'option militaire ne règlent rien si elles ne sont pas accompagnées d'un changement économique qui permette à la population de vivre décemment.

Il est hautement improbable que l'APC s'oriente vers ce type de changement. Sur 36 États, 12 n'ont pas payé les salaires de leurs fonctionnaires, les impayés datant parfois de cinq mois. Et parmi ces États, certains sont gérés par des gouverneurs APC. Une des éminences grises de cette organisation n'est autre que le maire de

Lagos, la capitale économique du pays, qui est considéré comme le Nigérian le plus riche.

L'alternative se trouve du côté des forces progressistes. Si, au niveau politique, les organisations ont des difficultés à émerger sur la scène politique, la force des organisations syndicales reste un atout majeur. Elles ont joué un rôle déterminant dans la chute de la dictature militaire et l'avènement de la démocratie.

Le résultat des élections peut être considéré comme un point positif en permettant l'expulsion du pouvoir d'une clique corrompue qui a laissé faire les nervis de Boko Haram. C'est donc une nouvelle situation politique qui s'ouvre et qui pourrait être propice à l'émergence d'une force politique progressiste.

Paul Martial



AFRIQUE DE L'OUEST: Françafrique , la stratégie du chaos

Lorsqu'en 2007, Sarkozy accédait à la présidence, il avait déjà marqué de son style décomplexé la politique française en tant que ministre. Les relations entre la France et son pré carré africain ne tarderont pas à être imprégnées à leur tour du style sarkozyste : « *La Françafrique décomplexée* » allait naître.

Ainsi, son discours de Dakar du 26 juillet 2007 portait en lui-même cette nouvelle vision d'une France décomplexée dans ses relations avec l'Afrique, quitte à dire les choses qui fâchent. « *Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire [1] [1]* » mais le vrai signal de cette France décomplexée, c'est les quelques jours passés sur le yacht de son ami Vincent Bolloré après sa victoire à l'élection présidentielle de 2007. Bien évidemment, tous ceux qui connaissent la nébuleuse Françafrique ont déjà entendu parler de Vincent Bolloré dont Sarkozy parlait en ces termes : « *Je souhaite pour l'économie française beaucoup de Vincent Bolloré, c'est-à-dire des hommes qui sont capables d'investir pour créer des emplois. Vous savez, ce n'est pas une honte*

d'avoir travaillé dur, d'avoir créé un grand groupe, de donner de l'emploi. »

Après avoir acheté pour un franc symbolique la papeterie familiale dans les années 80, le jeune Breton va en faire un véritable empire. Les activités de Bolloré vont se déployer en Afrique, surtout dans le pré carré. Bolloré Africa Logistics (BAL) contrôle aujourd'hui le port autonome d'Abidjan ainsi que celui de Dakar pour ne citer que ces deux grands ports du continent. Pour le second, celui de Dakar, le groupe a été écarté pendant six ans par le pouvoir précédent, celui d'Abdoulaye Wade, mais dès l'arrivée de son successeur Macky Sall, il s'est vu octroyer le « dû » qu'il avait perdu au profit de Dubaï Port Word.

En Côte-d'Ivoire, la concession du deuxième terminal a été remportée par le consortium BAL, Bouygues et APMT en 2013. Mais un an après, le comité consultatif de la commission de la concurrence de l'UEMOA a constaté que cette attribution était « *assimilable à un abus de position dominante* ». Pourtant, c'est Gbagbo qui avait cédé à son ami Bolloré le marché du terminal du port d'Abidjan et ce de gré à gré. Pour tous ceux qui croient que Gbagbo est une victime de la Françafrique, voilà au moins un

contre-exemple. Il est tout comme Ouattara un serviteur des intérêts de la Françafrique. D'ailleurs, il semble que dans la crise ivoirienne entre Ouattara et Gbagbo, Bolloré ait plutôt joué la carte Gbagbo tandis que Bouygues misait sur son poulain Alassane Ouattara. Et lorsqu'on voit ces deux là ensemble dans un consortium pour remporter le deuxième terminal d'Abidjan, on comprend bien que les acteurs de la Françafrique ont plus d'un tour dans leur sac, bonnet noir ou noir bonnet, c'est toujours gagnant gagnant, couplé décalé comme disent nos amis ivoiriens.



Manifestations en Afrique contre Bolloré

Au Sénégal, l'ancien président Abdoulaye Wade se méfiait de Bolloré tandis que son fils Karim n'avait d'yeux que pour les Émirats Arabes Unis. Il semble même que ce soit lui qui ait contacté DP Word. Aujourd'hui, avec le retour de Bolloré au Sénégal, la stratégie du complot porté par Bolloré et Youssou Ndour pour dégager M. Wade fait son chemin. Wade considérait par ailleurs que Bolloré était derrière la licence de télévision portée par Youssou Ndour et son groupe Futur Média. L'intervention de l'ambassadeur de France en mars 2015 au procès de Karim Wade ainsi que son discours sur le retour de Bolloré au port de Dakar alimentent encore plus la théorie de la vengeance contre la famille Wade. Karim Wade (le fils d'Abdoulaye Wade) a été reconnu coupable d'abus de biens sociaux et condamné à six ans de prison et à une amende record de 209 millions d'euros par la cour de répression de l'enrichissement illicite, une juridiction sénégalaise spéciale. Bien évidemment, il ne faut pas seulement voir le refus de Wade de laisser Bolloré faire la pluie et le beau temps comme guidé par l'intérêt majeur des Sénégalais mais surtout par « *le souci de pouvoir utiliser l'argent*

de l'étranger sans contrôle en se tournant vers les pays arabes (Dubai...) et asiatiques (Inde...) [2] ».

Au Mali, après la guerre contre les islamistes qui s'étaient emparés de la moitié du pays, rien n'est encore réglé. Les tractations entre l'état et les ex-rebelles touaregs sont au point mort et certains Maliens commencent déjà à regarder la France salvatrice d'un mauvais œil. En effet, sa complaisance à l'égard des ex-rebelles, surtout à Kidal, est bien étrange d'autant plus que la sortie de Hama Ag Mahmoud l'ancien membre du MNLA accusant la France, ATT et les rebelles d'avoir préparé et mis en œuvre la crise dans le but d'éviter la tenue d'élections auxquelles ne pouvait participer ATT. Ce dernier a été entendu le 24 mars, à Dakar (où il s'est réfugié), par les enquêteurs dans le financement de la campagne de Sarkozy par la Libye de Kadhafi.

Au Tchad, l'allié objectif Idriss Deby a pris du galon, mettant au service de la France guerrière son armée aguerrie au combat, jouant pour elle aux tirailleurs des temps modernes. Pour lui, c'est une assurance vie au pouvoir. La France laisse Deby tranquille puisqu'elle lui est redevable.



Carotte!

La nouvelle stratégie de la Françafrique ne repose plus que sur la corruption des élites mais aussi sur une nouvelle donne, l'écriture à l'avance d'un scénario pour défaire ceux qui gênent en utilisant les acteurs locaux. Les scénaristes sont les grands industriels français, la cellule africaine de l'Élysée (qui paraît-il n'existe plus !) et la Direction générale de la Sécurité

extérieure car oui il y va de la sécurité extérieure de la France que les grands industriels comme Bouygues, Bolloré continuent d'engranger les milliards en Afrique, quitte à déstabiliser des pays entiers si nécessaire. Bref, la stratégie du chaos permanent ne gêne aucunement les

grands industriels impérialistes, au contraire. *By any means necessary...*

Moulzo

[1] http://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/11/09/le-discours-de-dakar_976786_3212.html

[2] <http://www.walf-groupe.com/actualites/contributions/5755-reglements-de-comptes-franco-americains-contre-wade>

MALI: Négociateurs divisés sur l'accord d'Alger

Signera ? Signera pas ? Certains des groupes armés actifs au nord du Mali aiment, visiblement, se faire prier. Ils ne semblent en tout cas pas pressés de parapher le document intitulé « Accord pour la paix et la réconciliation », présenté le 1^{er} mars à Alger après six mois de négociations inter-maliennes tendues sous les auspices des autorités algériennes. Après avoir refusé, une première fois, de signer l'accord en mars, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui regroupe surtout les mouvances rebelles touaregs, avait annoncé qu'elle pourrait signer le document, finalement, le 15 avril. Or, à l'heure où nous bouclons, la date du mercredi 15 avril est elle aussi passée sans que la CMA ait mis sa signature sur le document, résultant des négociations qui avaient été ouvertes le 1^{er} septembre dernier. Le 16 avril a d'ailleurs eu lieu une marche à Kidal, dans le Nord-Est, fief des groupes qui composent la CMA, contre le paraphe de l'accord « dans son état actuel ».

De son côté, le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), qui est proche de l'ancienne mouvance djihadiste malienne Ansar ed-Dine (Partisans de la religion) et semble sensible aux pressions des milieux officiels algériens, ne l'a pas encore paraphé, non plus. Mais au lendemain de la date initialement prévue, le 16 avril, le HCUA vient d'annoncer qu'il pourrait signer le 20 avril. La fin du zigzag n'est pas encore connue, alors que nous bouclons, mais il pourrait encore durer. Ceci d'autant plus que le CMA semble pour le mieux divisé sur la question de la signature. Aux négociations d'Alger, le gouvernement malien, la « société civile » (représentée par des associations et ONG) et les groupes armés ont été représentés par une

quarantaine de délégués, plus un staff de collaborateurs (-trices). Les trois cycles de négociation qui se sont déroulés ont visé à mettre fin aux (multiples) conflits armés du Nord du Mali, et qui sont devenus visibles quand ce dernier s'est provisoirement séparé, en 2012, du reste du pays. Une rébellion armée, alors fondée sur une alliance tactique entre des groupes touaregs et des djihadistes – ces derniers étant en partie issus de l'Algérie voisine, où les islamistes avaient perdu la guerre civile des années 1990 – avait conquis une vaste moitié nord du pays, entre janvier et avril 2012. Puis l'alliance entre ces deux forces s'était brisée en juin 2012, et à la fin du mois, la direction du mouvement touareg MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) était partie précipitamment à Ouagadougou. La France était ensuite intervenue militairement, à partir de janvier 2013, alors que le MNLA lui proposait ses services « dans la lutte antiterroriste »...

Idéologie et business

Alors que les djihadistes poursuivent en partie des objectifs idéologiques et sont en partie actifs dans différents « business » (trafics d'armes, d'essence, d'otages...), la base des groupes armés touaregs est plutôt d'essence affairiste. Leur objectif principal est de rétablir la prééminence de certains clans familiaux qui contrôlaient le commerce par caravanes, dans l'ancienne société, puis avaient vu leur statut remis en cause par l'émergence des nouveaux moyens de transports : camion, avion... Les clans anciennement à la tête de la société touareg du Nord, très hiérarchisée (et historiquement esclavagiste), cherchent ainsi à se repositionner économiquement en investissant les divers trafics transsahariens. Les plus lucratifs sont ceux de la

drogue – qui arrive par bateaux rapides, en provenance d'Amérique du Sud, sur les côtes de Guinée ou de Guinée-Bissau, puis traverse le Sahara pour être acheminée en Europe, des cigarettes et des armes. Ce que cherchaient à obtenir des groupes tels que le MNLA et le CMA, dans le cadre des négociations, était un contrôle de cet espace économique, sous couvert d'autonomie. Ils cherchaient aussi à faire intégrer une partie de leurs troupes dans l'armée malienne, mais en gardant, si possible, de l'autonomie au niveau de leurs structures de commandement, en contrôlant, autrement dit, de vastes zones dans le Nord. Alors que d'autres forces, n'accepteraient leur intégration que dans la mesure où les troupes seraient « mixées » à travers l'ensemble du pays/Le projet accepte le terme d'AzawadLe document de l'accord proposé à Alger laisse en bonne partie ouvertes ces questions. Il envisage un « programme de développement économique », conçu sur dix à quinze ans, pour le Nord (désavantagé par les conditions climatiques et géographiques), et une large décentralisation avec un transfert de pouvoirs vers toutes les régions, qu'elles soient au Nord ou Sud, mais « particulièrement celles du Nord ». Le projet d'accord prévoit également une intégration de groupes rebelles armés dans l'armée, et aussi que des postes de commandement leur soient réservés. Mais les modalités exactes, le nombre, etc. sont laissées ouvertes : elles doivent être discutées lors de négociations ultérieures... Le texte précise, cependant, que les anciens rebelles auront le choix entre une intégration dans l'armée ou la participation à un programme intitulé DDR, pour « Démobilisation, désarmement et réintégration (dans la société) ».

De façon emblématique, le projet d'accord accepte par ailleurs d'utiliser le terme d'« Azawad » pour désigner le Nord du pays, un terme issu des langues berbères dont l'utilisation est revendiquée par les groupes touaregs. Au Sud, cela fait dire à certains journalistes et associations que seraient consacrés, ici, « les germes de la division du pays », une chose dangereuse selon eux. Alors que d'autres, dans la presse, considèrent au contraire qu'il faudra arriver à une signature du projet d'accord, afin d'enfin pacifier les conflits dans le Nord du Mali. Les djihadistes, mais aussi d'autres groupements

armés ont réinvesti des parts non négligeables, comme le montrent la multiplication d'attaques armées commises depuis septembre 2014 qui visent la Minusma, la troupe des Nations Unies, dont la mission est « la stabilisation du Mali », des postes de gendarmerie, mais aussi des civils. Une des dernières en date est celle qu'un camp de la Minusma, le 15 avril, à Asango, qui a tué trois civils et blessé sept autres, suite à un attentat-suicide. La présence de ces groupes s'est nettement accrue par rapport à 2013 et au moment le plus fort de l'intervention française, même si l'armée française est toujours présente au Nord Mali (désormais rattachée à l'opération « Barkhane » dont le QG a été transféré au Tchad). Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, prétend, par ailleurs, que l'armée française aurait « neutralisé », autrement dit, tué, 200 djihadistes au Nord Mali, au cours de l'année 2014.

L'instabilité qui résulte de la présence accrue de ces groupes s'étend par moment jusqu'à la capitale Bamako, où un attentat a ciblé pour la première fois cinq Européens (dont deux experts en déminage de la Minusma), dans la nuit du 7 au 8 mars. Même si les attentats restent nettement plus rares dans la capitale, la nervosité existe. Pour toutes ces raisons, une partie de la population, y compris, au sud, pourrait accueillir la conclusion d'un accord avec un certain soulagement, alors que d'autres risquent de s'y opposer, au nom de l'unité du pays et du rejet des concessions à des mouvances armées et affairistes.

Bertold Du Ryon



**Elections ou mascarades ?
Vigilance !**

www.electionsafrique.org

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française.
Réunion chaque 2e jeudi du mois, à 19h.

APE: De Tunis à DAKAR, résister contre le libre échange

Le samedi 28 mars dernier s'est terminé le Forum Social Mondial (FSM) qui s'est tenu à Tunis. Lors de ce FSM les Accords de Libre Échange (ALE), principalement les Accords de Partenariat Économique (APE), ont occupé une place particulière dans les échanges et réflexions.

Ces échanges et réflexions ont permis de confirmer un certain nombre de choses :

-les APE sont un accord de libre échange néo libéral avec comme objectif de pousser plus loin encore la semi colonisation des pays d'Afrique

-les APE servent à contrer les BRICS

-les APE n'ont aucun intérêt pour les pays africains

-les acteurs qui s'activent contre les APE à un niveau international et sous-régional doivent s'unir à l'échelle nationale

-l'aristocratie syndicale est à combattre dans nos organisations pour une lutte conséquente, démocratique et populaire contre les APE

-l'UE est réactionnaire. Il faut la supprimer

Ce FSM a aussi permis de mieux entrevoir d'autres facettes des APE et de la lutte à leur opposer :

-l'APE a un caractère de classe

-la « démocratie » bourgeoise est un leurre qui sert les intérêts bourgeois. Le processus vers les ALE est d'un manque de transparence dans les pays de l'UE, au sein de l'UE comme dans les pays africains

-la lutte contre les ALE, et les APE est éminemment politique. La lutte contre les APE est le pendant économique et social d'une lutte politique pour l'indépendance de nos pays en Afrique et contre le capitalisme au Nord. Les plateformes nationales contre les ALE et les APE doivent appeler, et dès maintenant, au rejet des candidatures soumises à l'UE et à ses ALE lors des prochaines élections présidentielles qu'il faut utiliser comme tribune anti- APE, notamment par la promotion de candidatures anti APE

-les pays de la CEDEAO qui arguent des cas du Ghana et de la Côte d'Ivoire et de l'intégration sous-régionale pour signer l'APE peuvent instituer une Taxe Anti APE de 0,2017% sur toutes les importations hors Afrique de l'Ouest, solution infiniment moins coûteuse que les

conséquences criminelles de l'APE

C'est pourquoi, il y a nécessité urgente de l'édification d'une alliance aux échelles nationale, sous-régionale, africaine et internationale contre les ALE. Cette alliance renforcerait la massification et la rationalisation de la lutte contre les ALE.

L'organisation de manifestations, à travers le monde, pour s'opposer aux ALE dans l'intervalle du 11 au 22 avril et exprimer le désaccord des peuples face à ces accords néo libéraux, **le Global Trade Day**, participe de cette édification.

Dans la perspective de cette alliance ci-dessus évoquée, le mouvement contre les APE au Sénégal organise le mardi 21 avril une rencontre d'échange et de mise à niveau sur les APE. Ce sera une participation à ce concert mondial d'opposition aux plans de recolonisation de nos pays par les multinationales et la triade (UE, EU, Japon).

En écho à Jean Jaurès qui, il y a cent ans, disait : **« le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »**, Yash Tandon, qui était au FSM, a publié : **« Trade is war »**. Comment ne pas lui donner raison ? Sans les APE, le commerce actuel imposé par le capitalisme donne des chiffres génocidaires dans un pays comme le Sénégal. 33.000 enfants de moins de 05 ans y meurent tous les ans. Soit 93 enfants par jours. Pour la dialyse, il y a entre 40 à 50 générateurs au Sénégal alors que d'autres pays ayant la même population que le Sénégal ont entre 560 à 600 générateurs. Il y a un peu plus de 500 dentistes au Sénégal soit un ratio d'un dentiste pour 30.000 habitants alors que pour l'OMS les normes sont d'un dentiste pour 10.000 habitants. A Ziguinchor, une des régions du Sénégal, c'est 1 sage



femme pour 3.335 femmes en âge de reproduction alors que l'OMS recommande 1 sage-femme pour 300 femmes...

Qu'en sera-t-il si l'APE de l'Afrique de l'Ouest est adopté ? Comment dans ces conditions, le Sénégal, un parmi les pays les moins avancés (PMA), qui n'est donc pas obligé de signer l'APE, peut-il voir son gouvernement défendre l'idée d'une signature suicidaire ?

Ces gouvernants devraient méditer Ulysse Grant qui déclarait: « Pendant des siècles, l'Angleterre s'est appuyée sur le protectionnisme, a mené à l'extrême cette politique et en a obtenu des résultats satisfaisants. Il ne fait aucun doute que c'est à ce système qu'elle doit sa force actuelle. Après deux siècles, l'Angleterre a trouvé commode d'adopter le libre-échange, car elle pense que la protection ne peut plus rien lui offrir. Très bien, Messieurs, ma connaissance de notre propre pays m'amène à croire que, dans 200 ans, quand l'Amérique aura obtenu du protectionnisme tout ce qu'elle peut offrir, elle sera elle aussi en faveur du libre-échange ».

L'Afrique serait-elle condamnée à être le seul continent dirigé par une élite servile, crétine? L'Afrique serait-elle condamnée à ne suivre que cette bourgeoisie qui « (...) **se détourne de cette voie héroïque et positive, féconde et juste, pour s'enfoncer, l'âme en paix, dans la voie horrible, parce qu'antinationale, d'une bourgeoisie classique, d'une bourgeoisie bourgeoise,**

platement, bêtement, cyniquement bourgeoise » ? (FANON)

La déclaration de Ngozi Okonjo-Iweala, ministre des Finances du Nigeria, montre que tout espoir n'est pas perdu. « *Nous observons les APE mais nous ne les signerons pas sous leur forme actuelle. Le Nigeria dispose d'un marché intérieur très important et il a la capacité de produire beaucoup. Nous ne voulons pas rester dépendants des importations et préférons éviter que les APE nous empêchent de devenir un centre de production. Lorsque vous importez, vous exportez de l'emploi* ».

C'est nous qui avons chassé Ben Ali, Mubarak, Wade, Compaoré... Nous sommes les héritiers de ceux qui ont arraché leurs indépendances et de ceux qui imposé les « décolonisations », qui ont mis un terme à l'Apartheid politique en Afrique du Sud...

Ils continueront à mobiliser un trésor d'ingéniosités contre les peuples et les travailleurs. Les peuples et les travailleurs sauront faire face.

La lutte continue. Nous vaincrons les APE !

Guy Marius Sagna

Coordonnateur de la Coalition Nationale NON AUX APE

Dakar, le 17 avril 2015



www.afriquesenlutte.org

Afriques en lutte est un collectif de militants anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora.

REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !

INTERVIEW de Guy Marius SAGNA



Guy Marius SAGNA, coordonnateur du collectif « Non aux APE Sénégal » est aussi un militant politique dans son pays le Sénégal.

AFRIQUES EN LUTTE: Bonjour Guy Marius Sagna, pouvez-vous nous expliquer la genèse des APE au Sénégal?

GUY MARIUS SAGNA: L'Union Européenne (UE) et les pays d'Afrique, Caraïbe et du Pacifique (ACP) ont signé en 1975 l'accord de Lomé permettant l'entrée des produits ACP dans le marché européen sans payer de droit de douane. Cette même convention n'oblige pas les ACP à accorder un accès gratuit des produits UE à leur marché.

Entre temps né l'OMC dont les règles interdisent cette accord entre l'UE et les pays ACP.

En 2000 est signé l'accord de Cotonou entre l'UE et les pays ACP qui prévoient la négociation d'Accords de Partenariat Économique (APE). Depuis lors, la résistance s'organise contre l'APE de l'Afrique de l'Ouest. L'UE veut la suppression de 75% des droits de douane des pays de l'Afrique de l'Ouest sur 20 ans. Dans les années 2000, l'UE voulaient une suppression à 80%. Avec la résistance elle propose aujourd'hui 75%. Mais ce que l'UE doit savoir c'est que, peut important le pourcentage de suppression, l'Afrique digne ne veut pas d'un APE.

AFRIQUES EN LUTTE: le collectif " Non aux APE" que vous coordonnez au Sénégal

dénonce le caractère injuste de ces accords. Pouvez-vous nous dire en quoi ces accords ne sont pas du tout dans l'intérêt des pays africains?

GMS:L'ouverture du marché des pays de l'Afrique de l'Ouest à 75 %, 82% en réalité selon le South Center, est un renoncement à des recettes budgétaires pour des pays qui ont déjà du mal à faire face aux besoins d'éducation, de santé, d'emploi, de soutiens des paysans, d'aménagement du territoire...Autrement dit la première conséquence des APE est une coupe budgétaire.

Si pour l'Afrique de l'Ouest l'APE prévoit une libération théorique de 75%, ailleurs on parle de 80%. C'est dire que chaque bloc sous-régional a un APE avec des contenus qui peuvent différer sur certains aspects. Mais le fond néo libéral demeurant.

Jacques Berthelot estime qu'il y aura une « *perte annuelle progressive de droits de douane et de TVA atteignant 2,518 milliards d'€ à l'année 20 (sur base des importations de 2012), quand 82% des importations seraient libéralisées, (...), la part des importations totales de l'Afrique de l'Ouest venant de l'UE passant de 37,8% à 50,1%. »*

En raison de la forte différence de compétitivité les produits industriels et agricoles africains vont connaître des difficultés d'écoulement qui vont se traduire par des licenciements pour motif économique, des fermetures d'entreprises, des exportations des emplois africains, des dépossessions de terres de paysans. Mais également par une augmentation du chômage, une aggravation de la paupérisation, un exode rural, un exode vers l'Europe forteresse...Ces conséquences, ni le PAPED de 574 milliards de Fcfa pour le Sénégal ni le FED de 4 euros par tête d'habitants de l'Afrique de l'Ouest et par an ne sauront les empêcher.

Les pays africains seront encore plus qu'avant des souks ce qui accroîtra leur dépendance et leur incapacité à faire face aux besoins de leurs peuples.

Sans les APE, le commerce actuel imposé par le

capitalisme donne des chiffres génocidaires dans un pays comme le Sénégal. 33.000 enfants de moins de 05 ans y meurent tous les ans. Soit 93 enfants par jours. Plus que les 10.000 morts enregistrés en Guinée, Sierra Leone et Liberia à cause de la fièvre à virus Ebola. Pour la dialyse, il y a entre 40 à 50 générateurs au Sénégal pour traiter ceux qui sont atteints d'insuffisance rénale. Alors que d'autre pays ayant la même population que le Sénégal ont entre 560 à 600 générateurs. Il y a un peu plus de 500 dentistes au Sénégal soit un ratio d'un dentiste pour 30.000 habitants alors que pour l'OMS les normes sont d'un dentiste pour 10.000 habitants. A Ziguinchor, une des régions du Sénégal, c'est 1 sage femme pour 3.335 femmes en âge de reproduction alors que l'OMS recommande 1 sage-femme pour 300 femmes...Les APE annoncent l'aggravation de cette situation.

Et ce n'est pas tout. Après la conclusion de l'APE de l'Afrique de l'Ouest, six mois après, il sera procédé à l'élargissement de la libéralisation aux services, à la propriété intellectuelle, aux mouvements de capitaux, à l'investissement et à la concurrence.

AFRIQUES EN LUTTE: Plusieurs pays ont refusé de signer ces accords, quels sont ces pays et surtout quels sont leurs arguments?

GMS: Il s'agit pour l'instant des gouvernements du Nigeria, de la Gambie, du Togo, de la Sierra Leone, de la Mauritanie. Attardons-nous sur les arguments du Nigeria Ce pays a un plan d'industrialisation. Le « Master P ». Le patronat nigérian estime avec raison que l'APE de l'Afrique de l'Ouest est une menace pour sa politique industrielle. Rappelons que le Nigeria exporte plus en Afrique de l'Ouest qu'en UE. Son marché c'est la CEDEAO que veut lui voler l'UE. Le Nigeria c'est plus de 50% de la population et du PIB de l'Afrique de l'Ouest. Et l'APE se traduira par un détournement de commerce au détriment du Nigeria et au profit de l'UE.

C'est ainsi qu'on a pu entendre l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, le professeur Chukwuma Charles Soludo, dire le 19 mars 2012 que l'APE de l'Afrique de l'Ouest serait un "second esclavage".

Plus récemment, Ngozi Okonjo-Iweala, ministre des Finances du Nigeria a affirmé : « *Nous observons les APE mais nous ne les signerons pas sous leur forme actuelle. Le Nigeria dispose*

d'un marché intérieur très important et il a la capacité de produire beaucoup. Nous ne voulons pas rester dépendants des importations et préférons éviter que les APE nous empêchent de devenir un centre de production. Lorsque vous importez, vous exportez de l'emploi »

Le gouvernement gambien rejette les APE pour les raisons de nocivité évoquées un peu plus haut. Rappelons aussi que la Gambie est sortie du Commonwealth qu'elle qualifie d'institution néo coloniale. Ce n'est alors pas surprenant que la Gambie rejette cet APE néo colonialiste de l'Afrique de l'Ouest.

Nul besoin d'être devin pour dire que les autres pays disent non pour l'instant car c'est ce non qui est la voix de la raison, celle qui est conforme aux intérêts de leur peuple comme à ceux des peuples des pays dont les gouvernements ont honteusement trahi leurs populations.



AFRIQUES EN LUTTE: Le Sénégal, la Cote d'Ivoire et plusieurs autres pays de l'Afrique de l'ouest ont signé les APE, est-ce sous la pression de l'UE?

GMS: Il est en effet normal de se demander ce qui peut amener des gouvernements à opter pour des politiques criminelles contre leur peuple.

Ces gouvernements sont dirigés par des forces politiques héritières de celles et ceux qui ne voulaient pas de l'indépendance des pays africains et qui siègent dans les internationales libérales et socialistes aux côtés des forces politiques qui dirigent l'UE. Donc de partis politiques acquis au consensus semi colonial. Les

systèmes politiques sont faits de telle sorte que, jusqu'à maintenant, seuls des hommes et femmes du système et puissamment soutenus par les internationales évoquées ci-dessus peuvent diriger les pays d'Afrique de l'Ouest. Pour ces valets de l'impérialisme point besoin de pression. La trahison est plus rentable qu'autre chose. Ils ont fait le choix de la collaboration anti nationale.

Il y a maintenant le cas de la Côte d'Ivoire et du Ghana qui ne sont pas des Pays Moins Avancés (PMA) et qui se verront appliquer le régime douanier des pays en développement en cas de non signature des APE. C'est pourquoi l'UE a obtenu le paraphe d'APE intérimaires avec la Côte d'Ivoire et le Ghana qui ne voulaient pas perdre leur accès préférentiel au marché européen.

La société civile ouest africaine a proposé l'institution d'un fond de solidarité régionale pour prendre en charge ce que les produits ivoiriens et ghanéens surtout paieraient pour entrer dans le marché UE en cas de non signature de l'APE. Cette proposition est infiniment moins coûteuse que la signature de l'APE. Pour l'instant les gouvernements refusent d'aller dans le sens de ce fond de solidarité qui ne serait alimenté que par une taxe anti-APE de 0,2017% sur tous les produits importés provenant de l'extérieur de l'Afrique de l'Ouest. Cette attitude face à une alternative à l'APE meurtrier est la preuve en effet qu'en plus du fait que ces gouvernements sont des conseils d'administration des intérêts de l'impérialisme, ils ont également subis des pressions.

C'est au peuple maintenant d'exercer une pression suffisamment importante pour imposer aux chefs d'état la « CEDEAO des peuples » et rendre vaine la pression de l'UE.

AFRIQUES EN LUTTE: La Direction des Études et de la Planification (DPEE) du Sénégal sur les APE, de Décembre 2012, intitulée : " *Les implications économiques et budgétaires des APE sur le Sénégal* » conclut, sans équivoque possible, que « *Les résultats indiquent que l'APE devrait conduire globalement à une contraction de l'activité économique, ainsi qu'à une baisse de la demande de facteurs de production (capital, travail) et du revenu des ménages. Sur le plan sectoriel, les activités les plus touchées*

sont le raffinage du pétrole, les BTP, les services et le secteur primaire, avec des pertes fiscales relativement importantes ». Pour un pays en panne de croissance et d'emplois, c'est donc un véritable suicide que de signer un tel accord. **Comment se fait-il qu'après un tel constat, le Sénégal de Macky Sall ait signé?**

GMS: La même question peut être posée au Parti Socialiste français et à Christiane Taubira. Voilà une femme qui le 16 juin 2008 fait un rapport sur les APE, à la demande de Sarkozy et qui dit : " *Des règles qui détruisent des économies et désespèrent des hommes sont-elles immuables ?... L'Europe se sent-elle invulnérable au point de s'affranchir d'alliances fondées sur des liens historiques, culturels, linguistiques, et les proximités qui en sont issues ?... Il n'y a pas d'exemple d'ouverture de marché qui ait conduit au développement*". Comment se fait-il qu'après un tel constat la France de Hollande et du Parti Socialiste encouragent l'UE à vampiriser l'Afrique ?

Deville esquisse une réponse : « *Une classe, toute l'expérience de l'histoire nous le démontre, n'abdique pas ; une caste propriétaire ne se dépossède pas spontanément. Placer l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier alors qu'ils sont antagoniques, est un fait de générosité que peuvent accomplir isolément certains individus, et encore, avec la concurrence qui régit la production, un patron ne peut pas payer ses ouvriers plus cher que ne le font ses concurrents, sans courir le risque de causer sa ruine et de se mettre ainsi en situation de ne plus pouvoir les payer du tout ; mais c'est un sacrifice dont n'est pas capable une classe en tant que classe* ». La France du CAC 40 que représente Hollande et les capitaines d'industries allemandes que représente Merkel ont besoin de freiner les BRICS qui leur ont pris des parts de marchés notamment en Afrique, de faire face à la baisse tendancielle du taux de profit, à la crise économique...

L'attitude de Macky Sall, si elle ne change pas, va donner raison à ceux qui pensent que, s'adaptant à la révolte du peuple sénégalais en 2011 pour le changement, Macky a été un des paniers dans lesquels l'impérialisme a mis certains de ses œufs. Ce serait la raison pour laquelle, alors que le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest ont besoin de « compliceur » de l'APE, Macky Sall a accepté, depuis Accra en juin 2014, d'être facilitateur de

l'APE.

AFRIQUES EN LUTTE: **N'y a t-il pas contradiction entre le Programme Sénégal émergent de Macky Sall les APE?**

GMS: Il y a lieu de faire tout d'abord des précisions. Le Plan Sénégal Émergent (PSE) ne remet pas en cause le franc CFA et les autres liens de domination et d'extraversion de l'économie sénégalaise opposés à un vrai plan de sortie du sous-développement. Ce PSE ne rompt pas les liens de dépendance du Sénégal. Donc opposer les APE qui sont mauvais pour l'Afrique au PSE c'est suggérer que le PSE est bon. Or, ce qu'il nous faut c'est un Plan Sénégal Indépendant (PSI), un Plan Mom Sa Rew.

Maintenant, si nous ne considérons que les vœux théoriques des actuels dirigeants du Sénégal qui parle d'« émergence », on peut dire que l'APE de l'Afrique de l'Ouest est en contradiction avec le PSE. Mais cette contradiction n'est qu'apparente.

En réalité, et dans le fonds, l'APE est un PSE ou si vous voulez un Plan Sénégal Enchaîné et le PSE un APE c'est-à-dire un Accord Pour l'Europe. Car justement, la signature de l'APE par Macky révèle la véritable nature du PSE.



AFRIQUES EN LUTTE: **En France, le Traité de libre-échange transatlantique aussi inquiète, y.a t-il un parallèle entre les APE et le TAFTA?**

GMS: Les APE et TAFTA ont la même racine et le même objectif. Ils sont tous des Accords de libre échange d'inspiration néo libérale avec comme objectif l'augmentation des profits des multinationales. L'objectif est de réduire davantage encore les contraintes au déploiement des multinationales et de faire payer la crise que connaît le capitalisme par les peuples et les travailleurs. Une crise des multinationales UE et EU qui trouve aussi ses origines dans l'affaiblissement de l'unipolarité du monde. C'est

pourquoi, ils ont raison ceux qui disent qu'avec le TAFTA « *il s'agit avant tout d'une stratégie géopolitique visant à faire face à l'émergence d'un monde multipolaire* ». Rappelons dans cette même veine les propos d'Hillary Clinton qualifiant le TAFTA « *d'OTAN économique* ». Quand on sait que l'OTAN a bombardé les peuples irakiens, libyens, des Balkans...les français ainsi que les autres peuples de l'UE ont de quoi être inquiets de l'avertissement de la yankee Hillary

Pas seulement les peuples européens et états-uniens. Les peuples des pays en développement, qui si rien n'est fait seront durement affectés par les APE, seront aussi touchés par TAFTA par une baisse de 3% de leur PIB. Un double péril menace donc les peuples des semi colonies d'Afrique.

C'est pourquoi, les gouvernements, notamment en Afrique, qui acceptent ce diktat de l'UE que sont les APE soutiennent l'objectif de l'UE et des EU de briser la résistance face à l'intention des EU et de l'UE d'imposer un modèle mondial de libre-échange et d'investissement. Et l'Afrique digne, dont est membre la Coalition Nationale NON AUX APE, ne peut accepter ce rôle de briseur d'une grève juste et légitime des peuples que l'on veut donner à l'Afrique.

AFRIQUES EN LUTTE: **Faut-il faire converger les luttes en Afrique contre les APE et en Europe contre le TAFTA pour une meilleure efficacité? TAFTA, APE, même combat?**

GMS: C'est le même système, le capitalisme, qui va à l'assaut des peuples et des travailleurs du Nord comme du Sud. Et en ce sens, c'est le même combat qui exige donc des peuples et travailleurs menacés solidarité, internationalisme dans les luttes qui méritent d'être rationalisées pour une efficacité. Luttes à la fois économiques et politiques. Luttes économiques défensives et offensives contre le capitalisme. Mais également luttes politiques pour le renversement du semi colonialisme au Sud et du capitalisme au Nord.

AFRIQUES EN LUTTE: **Quelles solutions voyez-vous pour régler la dépendance de l'Afrique vis à vis des pays impérialistes? Partenariat sud-sud? Accords au niveau africain?**

GMS :Il faut une révolution anti impérialiste dans les pays africains. Cuba, ce puissant antidote contre la résignation des peuples, a montré que c'est possible. Les rescapés du camp socialiste, malgré toutes les critiques que l'on peut formuler à leur endroit, montrent que la résistance est possible. La révolution bolivarienne en Amérique Latine est un exemple dont les africains devraient s'inspirer.

Les BRICS en rendant le monde moins unipolaire contribuent aussi à la réunion des conditions favorables à l'émancipation des peuples.

Tels sont les éléments d'un contexte international à utiliser par l'Afrique, ainsi que les contradictions inter impérialistes, pour se libérer.

GMS: Beaucoup reste encore à faire pour une plus grande prise de conscience par les populations de ce que sont les APE c'est-à-dire un plan de recolonisation accrue, un plan criminel contre les peuples sur lesquels ils vont s'abattre.

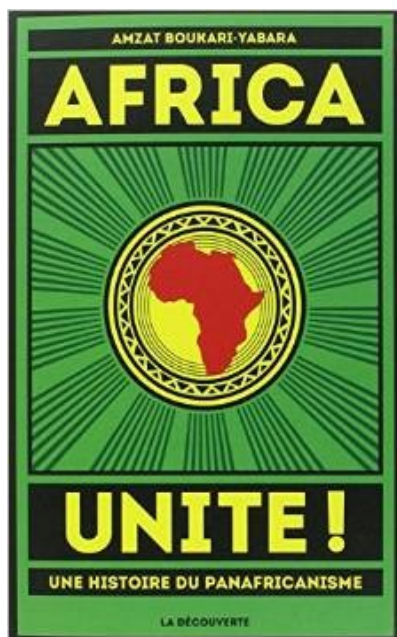
C'est pourquoi le défi de la sensibilisation reste encore à relever. C'est dans cette perspective que sont inscrites les actions d'organisations comme la Coalition Nationale NON AUX APE du Sénégal. La lutte contre les APE est une lutte politique. C'est pourquoi même en cas d'adoption des APE, la lutte continuera. Mais nous n'en sommes pas encore là. La lutte continue et les peuples vaincront les APE.

Propos recueillis par **Moulzo**

AFRIQUES EN LUTTE: Les populations ont-elles conscience que les APE sont nuisibles à leurs intérêts? Comment faire pour les mobiliser?



Livre : « Africa unite », une fresque foisonnante



L'Afrique dans un cercle aux couleurs noir, rouge, jaune et vert – évoquant le rastafarisme, le reggae et les drapeaux du continent. Le titre – *Africa Unite!* [1] – réfère à l'un des morceaux emblématiques de l'album *Survival* de Bob Marley.

C'est une histoire du panafricanisme que l'historien Amzat Boukari-Yabara se propose d'aborder comme « une énigme historique » en renouvelant le regard sur le continent africain et en explorant l'esclavage, la traite transatlantique puis la violence des colonisations et la période des décolonisations, mettant bien en évidence résistances et révoltes.

Analysée en tant qu'outil d'émancipation, de libération d'une communauté de destin, lié à l'anticolonialisme, au combat anti-apartheid, au jeu des grandes puissances, cette idée, revisitée par Amzat Boukari-Yabara est ici actualisée et synthétisée.

Le panafricanisme est envisagé à la fois comme « concept philosophique » et « mouvement sociopolitique » né des « mouvements émancipateurs et abolitionnistes de la seconde moitié du XVIII^e » et de la confluence de discours politiques anticoloniaux développés depuis l'Afrique, les Amériques et les Antilles « entre la fin du XIX^e et la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Exalté par l'énergie du blues, du funk, du reggae et de l'afrobeat, cet ouvrage majeur permet de suivre des trajectoires individuelles et collectives,

la « circulation des hommes, des idées et des luttes ».

Trois grands axes structurent *Africa Unite!*, dont les titres reprennent les slogans qui ont scandé l'histoire du panafricanisme, donnant à voir son évolution et sa complexification du XIX^e à nos jours.

Dans une première partie, Boukari-Yabara décrit la maturation d'une prise de conscience historique et transcontinentale face à la colonisation et à la traite, des débuts de l'abolitionnisme en Europe et en Amérique jusqu'aux mouvements pour le retour en Afrique du début des années 1930. L'historien fait se croiser les figures de Toussaint Louverture, Anténor Firmin, W.E.B. Dubois, Alioune Diop ou encore Marcus Garvey. Le panafricanisme est ainsi appréhendé à travers discours, rencontres, alliances, conflits, bouillonnement d'idées et d'initiatives à la fois politiques, philosophiques et esthétiques. Surtout après l'indépendance du Liberia en 1847, la prise de conscience d'avoir été arraché à une terre précède celle du retour en Afrique, la terre du Liberia devant permettre le retour d'esclaves affranchis sur leur continent d'origine. Loin de toute idéalisation, Boukari Yabara expose ce retour comme une série de mises en tension.

Les pages consacrées à Antenor Firmin et Bénéto Sylvain, deux savants haïtiens, permettent de jeter un regard totalement neuf sur l'histoire des études africaines en France et sur l'impact de la victoire éthiopienne d'Adoua dans les cercles panafricains de la diaspora. L'un des apports de l'ouvrage est ainsi de montrer la récurrence du motif éthiopien dans la littérature et l'activisme issus du panafricanisme, par exemple sa survivance en Jamaïque au XX^e siècle dans le rastafarisme et le mouvement créé par Marcus Garvey, ainsi que sa revitalisation lors de l'agression italienne en 1936.

Dans la seconde partie, « "Africa for the Africans" : les rêves de libération et d'unité », l'auteur ouvre la séquence historique de la lutte anticoloniale, avec le retour de Kwame Nkrumah à Londres, après son long séjour en Amérique, appuyé par le Trinidadien George Padmore, intellectuel et activiste panafricaniste

proche du mouvement communiste international. Est mis en lumière le rôle des centaines d'activistes afro-diasporiques, qui rejoignirent ce bastion du panafricanisme qu'était devenu le Ghana de Nkrumah jusqu'à sa chute en 1966.

L'auteur convoque Senghor, Césaire et Fanon pour rappeler que le mouvement de la négritude « a fondé la contestation de la domination blanche et occidentale, et [qu'] il a apporté à l'intelligentsia noire une nouvelle conscience de son rôle dans l'histoire ». Il met en avant la vigilance critique du mouvement face aux discours de domination, en évoquant l'émergence de figures telles Cheikh Anta Diop et Joseph Ki-Zerbo. la profusion de publications et revues, comme par exemple *Présence Africaine*, l'impact des organisations étudiantes et leur investissement actif sur le terrain intellectuel, posant ainsi les bases d'un projet politique et social.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage « *Don't agonize, organize !* » est à la fois politique et musicale. Boukari-Yabara décrit notamment la conscientisation d'artistes qui, de la Caraïbe à l'Afrique, ont chanté le panafricanisme et enrichi l'esthétique musicale de nouveaux genres comme le reggae et l'afrobeat, notamment l'icône mondiale Bob Marley. Sur le continent africain, le Nigérian Fela Kuti et la Sud-Africaine Miriam Makeba, par exemple, ont également participé à cette diffusion. Le premier, créateur de l'afrobeat,

multiplie les attaques contre les gouvernements corrompus au point de faire l'objet de menaces et d'intimidations. Dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*, Miriam Makeba, en prenant la parole à la tribune de l'ONU en 1963, devient l'une des voix les plus respectées du panafricanisme. Sa dénonciation de la violence de l'*apartheid* et son appel à faire pression sur le régime lui valent le soutien de la plupart des leaders nationalistes africains.

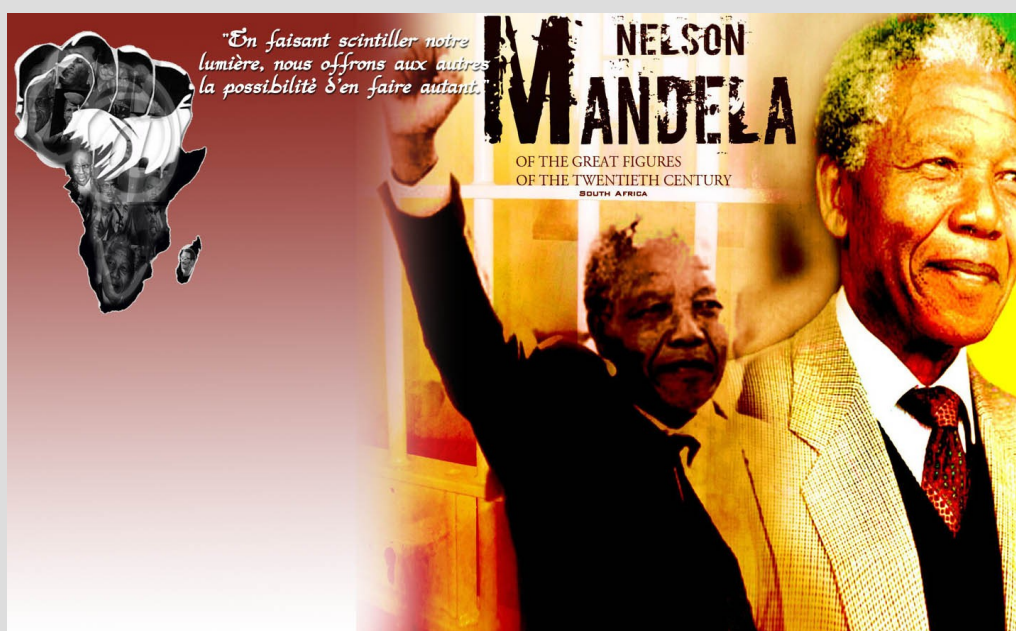
L'écriture de Boukari-Yabara se fait plus forte et politique avec le récit de la naissance de l'Organisation de l'unité africaine en 1963, l'essor du pôle tanzanien, et le parcours de Thomas Sankara au Burkina Faso, avancées concrètes du panafricanisme sur le continent.

Le livre s'achève sur des interrogations brûlantes comme celles du reflux des régimes panafricanistes, de la « recolonisation » de l'Afrique par l'ingérence occidentale dans les conflits internes, et les enjeux de pouvoir et de contrôle des ressources naturelles.

La conclusion de cette fresque foisonnante en fait un élément de la renaissance du panafricanisme à la lumière des expériences et enseignements du passé.

Gisèle Felhendler

[1] *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2014, 318 p



www.resistance-africaine.com

A lire: TRAJECTOIRE ET DOCUMENTS DU P.A.I

Trajectoire et Documents du Parti Africain de l'Indépendance (PAI)

Né dans la ville historique de Thiès le 15 Septembre 1957, par l'adoption de son Manifeste, le Parti Africain de l'Indépendance (PAI) sera le premier parti Marxiste-Léniniste au Sud du Sahara.

Après seulement deux ans et demi de vie légale, le pouvoir Senghorien le dissout par mesure administrative et engage contre lui une répression aveugle.

Le PAI a alors mené une longue vie clandestine marquée au Sénégal et dans les pays voisins par la parution d'une presse régulière («la lutte», «Momsarew»), des Congrès et des activités organisationnelles diverses.

L'auteur de ce travail veut permettre aux historiens, aux politiques et à tout autre chercheur quelle que soit sa préoccupation, de disposer de documents fiables capables de permettre une analyse objective de l'action multiforme et longue du Parti Africain de l'Indépendance (PAI).



Moutar Fofana Niang
Président du Comité National
Préparatoire de Commémoration
du Cinquenaire du Manifeste du
Parti Africain de l'Indépendance

L'homme est connu comme militant de la lutte politique au Sénégal car étant une des figures marquantes de l'action du Parti Africain de l'Indépendance (PAI) des décennies durant.

Aujourd'hui encore Moutar Fofana NIANG est toujours engagé sur le terrain politique et social.

Cet ouvrage est donc un témoignage de foi et de poids.

Prix : 5000 francs CFA

TRAJECTOIRE ET DOCUMENTS
DU PARTI AFRICAIN DE L'INDÉPENDANCE (P.A.I.) AU SENEGAL

MOCTAR FOFANA NIANG



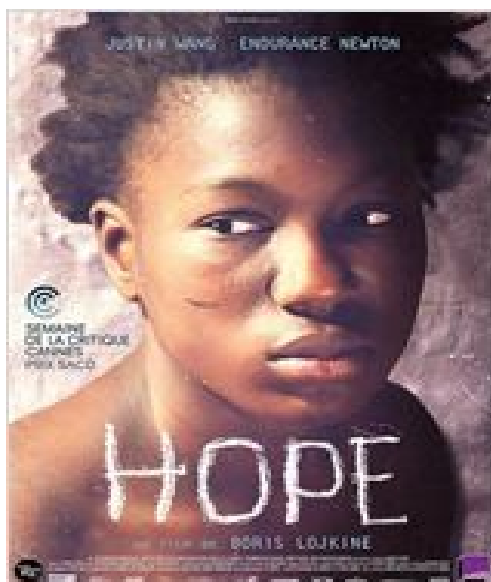
TRAJECTOIRE ET DOCUMENTS
DU PARTI AFRICAIN DE
L'INDÉPENDANCE (P.A.I.)
AU SENEGAL

C_{oup}P

Les Editions de la Brousse



A voir: HOPE de Boris LOJKINE



Léonard fuit le [Cameroun](#), Hope le Nigeria Rapprochés par le hasard après avoir traversé le [Sahara](#), ils se retrouvent tous deux confrontés à l'injustice, au racisme, et à la violence une fois arrivés au [Maroc](#). D'abord méfiants, ils vont apprendre à se connaître, puis à s'aimer, et essaieront de traverser ensemble les nombreuses épreuves que réserve le voyage entre le sud du Maroc et l'[Europe](#).

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org